

Service – Eau – Biodiversité – Forêt  
Unité Forêt

**ARRÊTÉ DDTM2B/SEBF/FORET/N°.....**

**en date du**

**portant autorisation de défrichement de bois appartenant à la commune de Aléria sur la commune de Aléria.**

**LE PRÉFET DE LA HAUTE-CORSE  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE  
CHEVALIER DES PALMES ACADÉMIQUES**

- Vu** le Code forestier, notamment son article L.341-1 et suivants ;
- Vu** la demande présentée à la direction départementale des territoires et de la mer de la Haute-Corse par la commune de Aléria, reçue le 10 Novembre 2020, en vue d'obtenir l'autorisation de défrichement d'un terrain boisé sur la commune de Aléria, pour la réhabilitation et l'extension du village vacances de Aléria ;
- Vu** la demande représentée à la direction départementale des territoires et de la mer de la Haute-Corse par la commune de Aléria, reçue le 05 Mai 2021, en vue d'obtenir l'autorisation de défrichement d'un terrain boisé sur la commune de Aléria, pour la réhabilitation et l'extension du village vacances de Aléria, suite à la visite de reconnaissances des bois en date du 12 février 2021 ;
- Vu** le plan de situation joint au dossier de demande d'autorisation de défrichement, la délimitation de la parcelle N° 158 section C, la délimitation du défrichement projeté d'une surface de 89.209 m<sup>2</sup> ;
- Vu** l'avis de l'Autorité Environnementale (MRAE) sur l'étude d'impact en date 19 janvier 2021;
- Vu** la participation du public du XXXX au XXXXX 2021 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°20-09-0278 en date du 17 août 2009 portant fixation des listes d'essences et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État pour les projets d'investissements forestiers en région Corse ;
- Vu** l'arrêté ministériel n° AGFR0601406A du 6 juillet 2006 portant approbation du schéma régional de gestion sylvicole de la région Corse ;
- Vu** l'arrêté ministériel n°AGRT1121596A du 19 décembre 2011 portant approbation du schéma régional d'aménagement pour la région Corse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2B-2021-03-18-00005 en date du 18 mars 2021 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BOULET, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, directeur départemental des territoires et de la mer de la Haute-Corse, à Monsieur François LECCIA, attaché principal d'administration de l'État, directeur départemental adjoint des territoires et de la mer de la Haute-Corse (actes administratifs) ;

**Considérant** qu'il convient de préciser la nature des travaux de boisement ou reboisement susceptibles de remplir les conditions de validité en termes de compensation forestière ;

**Considérant** les modalités de calcul de l'indemnité équivalente au coût des travaux de boisement ou reboisement requis comme condition à l'autorisation de défrichement des bois et forêts des particuliers et des collectivités ou autres personnes morales mentionnées dans l'article L.311-1 du code Forestier figurant dans la circulaire d'application DGPE/SDFCB/2015-656 du 29 juillet 2015 ;

**Considérant** qu'il convient de fixer de manière limitative la liste et le descriptif des travaux sylvicoles pouvant servir de compensation au défrichement en application du 1er de l'article L 341-6 du code forestier et le barème à prendre en compte pour le calcul de leurs montants ;

**Considérant** le coût moyen du reboisement évalué à de 4400 €/ha pour la Corse – circulaire d'application de la DRAAF du 10 janvier 2020 ;

**Considérant** le coût moyen de mise à disposition du foncier évalué à 4630 €/ha en Haute-Corse circulaire d'application de la DRAAF du 10 janvier 2020 ;

**Considérant** le coût minimal de mise en place d'un chantier de reboisement évalué à 1000 euros – circulaire d'application DGPE/SDFCB/2015-656 du 29 juillet 2015 ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

Le défrichement d'une surface de bois de **89.209 m<sup>2</sup>** en vue de la **réhabilitation et l'extension du village vacances de Aléria**, est autorisé sur la parcelle cadastrée **C** section **158**, d'une contenance totale de **111.616 m<sup>2</sup>**, sise sur la commune **de Aléria**, conformément au plan figurant à l'annexe 1. La validité de cette autorisation est de cinq ans à compter de la présente délivrance.

### **ARTICLE 2 :**

En application du 1° de l'article L. 341-6 du code forestier, le bénéficiaire de cette autorisation de défrichement, doit exécuter sur d'autres terrains, des travaux de boisement ou reboisement pour une surface de **142.163 m<sup>2</sup>** correspondant à la surface défrichée ou d'autres travaux d'amélioration sylvicole d'un montant équivalent de **128.373 euros**.

Les caractéristiques techniques que doivent respecter ces travaux de boisement, reboisement ou amélioration sylvicole sont décrites à l'annexe 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 3 :**

Les montants unitaires à prendre en compte pour le calcul du montant équivalent de travaux d'amélioration sylvicole pouvant servir de compensation au défrichement, en application de l'article 2 alinéa 1 du présent arrêté, sont à l'annexe 2 du présent arrêté.

### **ARTICLE 4 :**

Les boisements, reboisements et travaux sylvicoles proposés comme compensation à l'obtention d'une autorisation de défrichement doivent respecter les exigences suivantes :

- ne pas porter sur des surfaces sur lesquelles une aide publique a été obtenue pour le même objet au cours des 5 dernières années ;
- ne pas porter sur des surfaces concernées par une obligation de même nature que la compensation prévue par un autre texte législatif ou réglementaire ;
- être conformes pour tous les types de forêt aux orientations régionales forestières, au schéma régional de gestion sylvicole (pour les terrains privés) et au schéma régional d'aménagement (pour les terrains des collectivités et personnes morales de droit public).

Les travaux correspondant à ces opérations doivent respecter les exigences de mise en œuvre figurant à l'annexe 2 au présent arrêté.

### **ARTICLE 5 :**

A défaut de pouvoir exécuter physiquement les travaux de compensation au défrichement, le bénéficiaire peut s'acquitter de l'obligation mentionnée à l'article 2 du présent arrêté en versant au fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente, dont le montant est fixé à **128.373 euros** conformément aux dispositions de l'article L341-6 du Code forestier.

#### **ARTICLE 6 :**

En application du 4e L. 341-6 du code forestier, le bénéficiaire de cette autorisation doit réaliser les travaux de prévention contre les incendies de forêts préconisés par le service d'incendie et de secours de la Haute-Corse conformément au plan figurant à l'annexe 2 :

- Débroussaillage de l'accès principal et de la piste cyclable sur une profondeur de 5 mètres de part et d'autres des bandes de roulement.
- Maintien de la piste pénétrant dans le domaine pénitencier de Casabianda, comme voirie de secours et d'évacuation, avec un débroussaillage sur une profondeur de 5 mètres de part et d'autres de la bande de roulement.
- Application d'une surlargeur de débroussaillage de 50 mètres sur la partie Ouest du village vacances en complément des obligations légales de débroussaillage en vigueur à 50 mètres conformément à l'article L. 134-6 du code forestier .
- Installation minimale de 3 équipements hydrants incendies normalisés (Poteaux, bornes, cuves) avec un débit garanti conforme aux normes, placés stratégiquement entre l'entrée au croisement avec la RT 10 et le village vacances en complément des installations qui seront demandées dans le cadre de la sécurité contre l'incendie, interne au village vacances.

#### **ARTICLE 7 :**

Le bénéficiaire de cette autorisation de défrichement, dispose d'un délai maximal de un an à compter de la date de notification du présent arrêté pour transmettre à la direction départementale des territoires et de la mer de la Haute-Corse un acte d'engagement de réaliser les travaux compensatoires (annexe 4) en application de l'article 2 du présent arrêté ou un acte d'engagement de verser au fonds stratégique de la forêt et du bois l'indemnité équivalente définie à l'article 3 du présent arrêté (annexe 3).

À défaut, l'indemnité est mise en recouvrement dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, sauf s'il renonce au défrichement projeté.

L'acte d'engagement comprendra le plan de situation et le descriptif des travaux compensatoires devant être réalisé.

#### **ARTICLE 8 :**

En cas de non-exécution dans un délai maximum de 5 ans des travaux prescrits à l'article 2 du présent arrêté, les lieux défrichés doivent être rétablis en nature de bois et forêts dans un délai, fixé par la direction départementale des territoires et de la mer de la Haute-Corse et ne pouvant pas dépasser 3 ans.

#### **ARTICLE 9 :**

La présente autorisation doit être affichée, par les soins du bénéficiaire, de façon visible sur le terrain concerné, au moins quinze jours avant le début du défrichement et pendant toute sa durée.

#### **ARTICLE 10 :**

Le maire de la commune de **Aléria** est tenu d'afficher le présent arrêté pendant deux mois en mentionnant qu'il peut être consulté pendant toute la durée du défrichement.

**ARTICLE 11 :**

Le propriétaire doit veiller à déclarer la nature du changement d'affectation du sol auprès des services fiscaux du département (service du cadastre – drgfip /cadastre – formulaire cerfa 10517\*02).

**ARTICLE 12 :**

Les délais et voies de recours contre le présent arrêté sont :

- pour les tiers : de deux mois à compter de la date d'affichage légale définie par l'article L.341-4 du code forestier,
- pour le bénéficiaire : de deux mois à compter de la notification du présent arrêté,

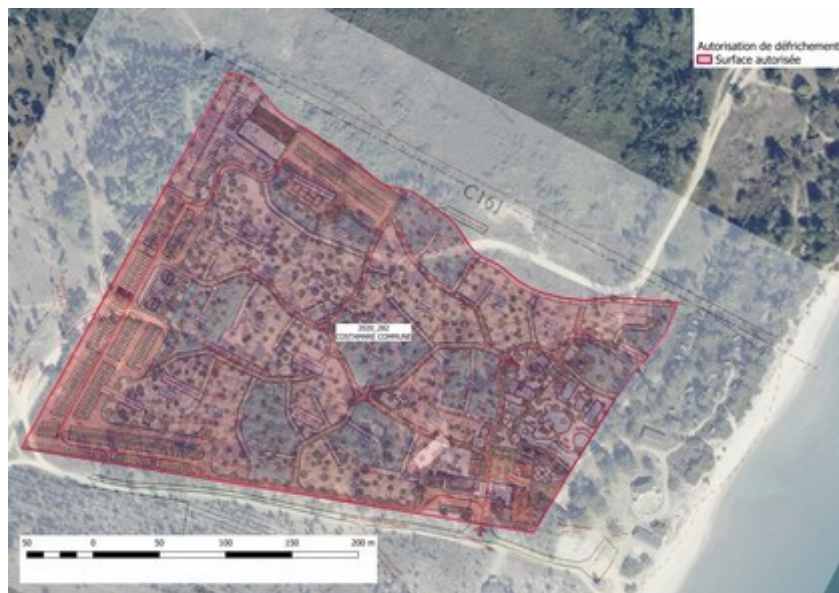
Le recours est à formuler auprès du tribunal administratif de Bastia. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) .

**ARTICLE 13 :**

Le directeur départemental des territoires et de la mer de Haute-Corse, le directeur départemental des finances publiques de Haute-Corse et le maire de la commune **de Aléria** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**P/Le préfet et par délégation,  
Le directeur départemental  
des territoires et de la mer,**

## ANNEXE 2



## ANNEXE 2







Service – Eau – Biodiversité – Forêt  
Unité Forêt

**ARRÊTÉ DDTM2B/SEBF/FORET/N° .....**

**Annexe 2**

**Liste non exhaustive et descriptif des travaux de boisement, reboisement, d'amélioration sylvicoles  
pouvant servir de compensation au défrichement  
en application du 1er de l'article L 341-6 du code forestier  
et barème à prendre en compte pour le calcul de leur montant**

La liste des travaux suivante n'est pas exhaustive, d'autres travaux peuvent être envisageables après étude de faisabilité avec la DDTM Haute-Corse.

**Références :**

- guide technique pour la gestion des forêts de chênes lièges en Corse du Sud (ODARC)
- guide des sylvicultures du chataignier en Castagniccia (CRPF de Corse)
- schéma régional de gestion sylvicole de la région Corse
- schéma régional d'aménagement pour la région Corse
- guide technique " Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des boisements ", édition décembre 2014, accessible sur le site internet du Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt :  
[http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide\\_reussir\\_la\\_plantation\\_forestiere\\_201501\\_a4\\_cle8a81f1.pdf](http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/guide_reussir_la_plantation_forestiere_201501_a4_cle8a81f1.pdf)

**Opération de dé-pressage dans une régénération**

**Descriptif :**

Opération consistant à réduire, souvent de façon systématique, une densité trop forte de jeunes semis, de jeunes rejets ou de plants d'essences dites « objectif », pour accroître leur vigueur et leur stabilité.

**Essences « objectif » concernées :**

- Résineux : sapin pectiné, pin laricio de Corse, pin maritime.
- Feuillus : érable sycomore, aulne cordé, châtaignier, hêtre, merisier, chêne vert, chêne pubescent, chêne liège.

**Modalités de réalisation :**

- Hauteur dominante maximale du peuplement inférieure à 8m.
- Pour les régénérations artificielles, la densité minimale initiale du peuplement doit être de :
  - 1 000 tiges par hectare pour les résineux
  - 1 800 tiges par hectare pour les chênes et hêtres
  - 1 500 tiges par hectare pour les autres feuillus
- Le dépressage doit enlever :
  - 30% des tiges par hectare au minimum pour les résineux et feuillus.
  - 50% des brins par hectare au minimum pour les châtaigniers.
- Maintien du mélange d'essences le cas échéant.
- Réduction du nombre de tiges en plein ou de manière localisée (technique par point d'appui).
- Matérialisation et ouverture des cloisonnements (sauf si la pente est supérieure à 30%) : Largeur minimum 3,5m - Espacement compris entre 15 et 30 mètres d'axe en axe.

**Barème : 1500 € / hectares (HT)**

## Opération de désignation de tiges d'avenir et détournage (balivage) :

### Descriptif :

Opération consistant, dans un peuplement forestier traité en taillis ou taillis sous futaie :

- à choisir et à désigner un nombre d'arbres d'essences dites « objectif » présentant des caractéristiques de forme et de vigueur qui laissent présager la production à terme de bois d'œuvre de qualité ;
- et à pratiquer une éclaircie localisée autour de ces plus beaux sujets afin de favoriser le développement de leur houppier et leur croissance

### Essences « objectif » concernées :

- Feuillus : érable sycomore, aulne cordé, châtaignier, merisier, chêne pubescent, chêne liège, alisier torminal, chêne vert.

### Modalités de réalisation :

- Désignation des tiges d'avenir :
  - 100 tiges d'avenir au minimum à l'hectare dans le cas général.
  - 150 tiges d'avenir par hectare pour le châtaignier.
- Marquage en abandon d'une éclaircie à leur profit.
- Matérialisation des cloisonnements (sauf si la pente est supérieure à 30%) : Largeur minimum 3,5m - Espacement compris entre 15 et 30 mètres d'axe en axe.

**Barème : peuplement clair 1500 € / hectare (HT)**  
**peuplement embroussaillé 2500 € / hectare (HT)**

## Opération d'élagage à grande hauteur de tiges d'avenir désignées, dans des peuplements ayant un objectif de production de bois d'œuvre ou de liège de qualité :

### Descriptif :

Opération consistant à couper au ras du tronc les branches non désirables. Cette opération se pratique sur des arbres jeunes d'essences dites « objectif » afin d'éviter la formation de nœuds importants qui dévaloriseraient la bille.

### Essences « objectif » concernées :

- Feuillus : érable sycomore, aulne cordé, châtaignier, hêtre, merisier, alisier torminal, cormier, chêne pubescent, chêne liège, chêne vert.
- Conifères : sapin pectiné, pin laricio de Corse, pin maritime.

### Modalités de réalisation :

- Désignation des arbres d'avenir à la densité finale, après matérialisation de cloisonnements (sauf si pente supérieure à 30 %) de 3,5 m de large minimum avec un espacement compris entre 15 et 30 m d'axes en axes :
  - Minima de 100 tiges / ha pour les feuillus
  - Minima de 150 tiges / ha pour le châtaignier et les résineux
- Réalisation de l'élagage à grande hauteur des arbres désignés.
  - Diamètre maximum des tiges à élaguer :
    - 25 cm à 1,30 m pour les feuillus
    - 20 cm à 1,30 m pour les résineux
  - Hauteur maximale d'élagage :
    - 5,50 m pour les feuillus et maximum 1/3 de la hauteur totale de l'arbre
    - 4,00 m pour les résineux et maximum 1/3 de la hauteur totale de l'arbre

**Barème : 1100 € / hectares (HT)**

## Opération de conversion par régénération naturelle d'un taillis sous futaie

### **Descriptif :**

Opération consistant, dans un peuplement forestier traité en taillis sous futaie :

- à utiliser les semis naturels des réserves arrivées à maturité pour créer un nouveau peuplement qui sera une futaie
- à mettre progressivement à la lumière par des coupes les taches semis de l'essence objectif

### **Essences « objectif » concernées :**

- Feuillus : érable sycomore, châtaignier, hêtre, merisier, chêne vert, chêne pubescent, chêne liège

### **Modalités de réalisation :**

- Exploitation par coupes successives du taillis et des réserves :
  - Exploitation du taillis autour des taches de semis progressivement
  - Coupe des réserves en 2 à 4 fois
  - Création d'un cloisonnement d'exploitation (largeur minimum 3,5m. Espacement 30 mètres)
- Dégagement des semis puis du fourré

**Barème : 2700 € / hectare (HT)**

## Opération d'éclaircie par le bas et élagage des arbres dominants :

### **Descriptif :**

Opération consistant, dans un peuplement forestier âgé d'une trentaine d'années situé sur station pauvre et exposé au risque d'incendie :

- à enlever les arbres dominés
- à assurer un couvert continu avec le maintien des arbres dominants et co-dominants
- à enlever le sous-étage arbustif
- à couper au ras du tronc les branches des arbres dominants afin de diminuer le risque de propagation du feu en cime et de produire un bois sans noeuds.

### **Essences « objectif » concernées :**

- Tous feuillus ou résineux

### **Modalités de réalisation :**

- Coupe des arbres dominés
- Débroussaillage du sous bois
- Elagage des arbres dominants :
  - Diamètre maximum des tiges à élaguer :
    - 25 cm à 1,30 m pour les feuillus
    - 20 cm à 1,30 m pour les résineux
  - Hauteur maximale d'élagage :
    - 5,50 m pour les feuillus et maximum 1/3 de la hauteur totale de l'arbre
    - 4,00 m pour les résineux et maximum 1/3 de la hauteur totale de l'arbre

**Barème : entre 1500 et 2500 € / hectare (HT)**



**Définitions :**

• **Boisement :**

Le boisement est une plantation d'essences forestières sur des surfaces agricoles ou non agricoles sans destination forestière antérieure mais présentant de bonnes potentialités forestières.

• **Reboisement :**

Renouvellement par plantation, pour améliorer la production de bois d'œuvre de qualité, de peuplements forestiers vulnérables, inadaptés, dépérissants ou accidentés après catastrophe naturelle, sur des terrains présentant de bonnes potentialités forestières.

**Descriptif :**

- Travaux préparatoires à la plantation.
- Achat et mise en place des plants d'essences "objectif" et de diversification.
- Travaux d'entretien de la plantation durant les 5 premières années.
- Protection contre le gibier uniquement si le bénéficiaire n'est pas titulaire du plan de chasse ou si l'équilibre faune flore est réputé atteint. Cependant, étant donné les problèmes liés à la divagation des bovins, il est conseillé d'utiliser une protection contre l'abrutissement.

**Conditions relatives aux terrains concernés par l'opération :**

- Existence ou projet simultané d'une desserte permettant ultérieurement une exploitation des bois.
- Si risque grave d'incendie (aléa fort) dans la zone concernée par le projet, les interventions sylvicoles devront être en cohérence avec les impératifs de protection à long terme des peuplements, cadrés par un aménagement, un plan de massif ou tout type d'engagement formel du propriétaire sur la durée.

**Conditions relatives aux essences forestières utilisées :**

- Les essences « objectif » à utiliser sont celles des listes figurant dans l'annexe II de l'arrêté portant fixation des listes d'essences et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État pour les projets d'investissements forestiers en région Corse.
- Le nombre d'essences « objectif » par projet sera limité à 4, plus une essence supplémentaire par tranche de 4 ha au delà de 12 ha.

**Conditions relatives aux qualités extérieures et génétiques des plants utilisés :**

- Les plants forestiers utilisés devront répondre aux caractéristiques énoncées dans l'annexe 3 de l'arrêté régional portant fixation des listes d'essences et des matériels forestiers de reproduction éligibles aux aides de l'État pour les projets d'investissements forestiers en région Corse.

**Conditions relatives aux techniques de plantations employées :**

- Le travail du sol et les modalités de plantation devront être conformes aux recommandations du « Guide technique Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des boisements », édition décembre 2014.
- La densité minimale de plantation sera de 1.100 plants par hectare pour les résineux et feuillus, sauf pour les noyers à bois et les peupliers qui sera de 156 plants à l'hectare (soit un espacement moyen de 8 m X 8 m).

**Conditions relatives à l'état de la plantation à 5 ans :**

- 80% des plants des essences « objectif » mis en place doivent être vivants et avoir été correctement dégagés et entretenus.
- Bonne répartition (absence de trouées supérieures à 10 ares dans la surface plantée), bonne conformation et bon état sanitaire de ces plants, qui doivent également être indemnes de dégâts significatifs dus aux animaux domestiques, au gibier (présence des protections contre le gibier si ces dispositifs ont fait l'objet d'une aide) ou aux entretiens (dégagements, tailles de formation).
- Maintien en fonctionnement des accès au peuplement, des protections et des autres équipements.
- Pour les feuillus, réalisation des tailles de formation, visant à éliminer en particulier les grosses branches remontant vers la cime et susceptibles de la concurrencer et conduisant à l'obtention d'un axe individualisé à dominance apicale marquée.

**Barème : 4400 € / hectare (hors protection et travaux entretien ; HT)**



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
CORSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service – Eau – Biodiversité – Forêt  
Unité Forêt

**ARRÊTÉ DDTM2B/SEBF/FORET/N° .....  
Annexe 3**

**Déclaration du choix de verser au Fonds stratégique de la forêt et du bois une indemnité équivalente à une des obligations  
mentionnées au 1° de l'article L.341-6 du code forestier.**

Je soussigné(e), Mme, M., .....,

Choisis, en application des dispositions de l'article L.341-6 du code forestier, de m'acquitter, au titre du 7ème  
alinéa de l'article sus-visé, des obligations qui m'ont été notifiées dans l'arrêté préfectoral

N° .....

en date du .....

en versant au Fonds stratégique de la forêt et du bois la totalité de l'indemnité équivalente soit  
€

pour servir au financement des actions de ce fonds.

J'ai pris connaissance qu'à réception de la présente déclaration, le service instructeur procèdera à la  
demande d'émission du titre de perception.

Fait à .....

le .....

Signature,



Service – Eau – Biodiversité – Forêt  
Unité Forêt

**ARRÊTÉ DDTM2B/SEBF/FORET/N°.....  
Annexe 4**

**Acte d'engagement pour la réalisation de travaux de boisement, reboisement ou d'amélioration sylvicole compensateurs  
au défrichement (article L.341-9 du code forestier)**

Acte d'engagement présenté par :

Nom, prénom.....

adresse.....

bénéficiaire de l'autorisation de défrichement en date du.....autorisant le défrichement de.....ha de

bois situés sur le territoire de la commune de.....département de.....

Je soussigné .....m'engage à respecter les points ci-dessous :

**Article 1<sup>er</sup> : Objet de l'acte d'engagement**

Dans un délai de cinq ans à compter de la notification de l'autorisation de défrichement sus-mentionnée, je m'engage à réaliser les travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicole précisés à l'article 2.

**Article 2 : Les engagements**

Le détail technique des travaux de boisement ou de reboisement ou d'amélioration sylvicoles figure ci-dessous :

Travaux de boisement/reboisement (plan de situation joint) :

Commune	N° parcelle	surface	Essence(s)	densité	Origine des plants

Calendrier de réalisation :

Travaux d'amélioration sylvicole (plan de situation joint) :

Travaux sylvicole	Commune	Surface	parcelles	Date d'exécution
dépressage				
balivage				
élagage				
conversion				
éclaircie par le bas				
Autres (à définir avec DDTM 2B)				

Calendrier de réalisation :

En cas de modification de quelque nature que ce soit de ce projet mentionné, je m'engage à en informer aussitôt la DDTM.

Par ailleurs, je m'engage à réaliser régulièrement, pendant une période de 15 ans, à compter de la réalisation des travaux, l'ensemble des travaux indispensables à la réussite de la plantation effectuée (regarnis, suppression de la végétation concurrente, taille de formations...).

☐ Mon acte d'engagement comporte un devis d'entreprise d'un montant de

€

☐ Je m'engage à réaliser moi-même les travaux

#### Article 3: Respect des obligations

Je m'engage à :

- respecter la législation applicable à ces terrains et aux travaux envisagés
- conserver l'affectation boisée des terrains et à réaliser tous les travaux et entretiens indispensables à la bonne fin de l'opération
- respecter les dispositions réglementaires en matière de provenance des plants, de normes dimensionnelles et à produire les documents d'accompagnement des lots des plants dans la forme prévue par la réglementation en vigueur

Les travaux de boisement ou reboisement ou d'amélioration sylvicole seront conformes aux documents régionaux. (Orientations Régionales Forestières, SRGS / SRA ; arrêté régional des Matériels Forestiers de Reproduction, Le travail du sol, les densités et les modalités de plantation seront conformes aux recommandations du « Guide technique Réussir la plantation forestière – Contrôle et réception des boisements », édition décembre 2014.

#### Article 4 : Recommandations

- veiller à prendre les mesures de protection nécessaires contre les dégâts de gibier
- veiller à la qualité des travaux lors de la plantation et privilégier la méthode par potets travaillés

#### Article 5 : Contrôle du respect des engagements

La DDT vérifiera l'état des boisements sur la durée des engagements.  
Les certificats de provenance des plants seront exigés en cas de contrôle.

#### Article 6 : Litiges

En cas de litige, le tribunal compétent sera le Tribunal Administratif de Bastia

Nom, prénom  
Date  
Signature



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
CORSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Service – Eau – Biodiversité – Forêt  
Unité Forêt

**ARRÊTÉ DDTM2B/SEBF/FORET/N° .....  
Annexe 5**

**Acte de renonciation au défrichement (article L.341-9 du code forestier)**

Acte de renonciation présenté par :

Nom, prénom.....

adresse.....

.....

Je soussigné.....

bénéficiaire de l'autorisation de défrichement N°.....

en date du.....

autorisant le défrichement de..... ha de bois

situés sur le territoire de la commune de .....

parcelle(s)..... section.....

**renonce à engager des travaux de défrichement et demande le retrait de ma demande d'autorisation de défrichement.**

Fait à.....

le.....

Signature